

## SOMMAIRE

### Page 1

L'agriculture du COVID.  
Ce que dit Sébastien Windsor.  
Service public oblige.

### Page 2

Quelles sont les raisons d'espérer ?  
L'État, l'Europe et la PAC.  
La construction redémarre.

### Page 3

Ouvrir ou ne pas ouvrir ?  
Le confinement des Normands ?  
Brèves.

### Service public oblige...

Naturellement, les Chambres d'agriculture de Normandie accompagnent les agriculteurs : écoute, information, facilitation des contacts avec les autorités administratives, elles assurent leur mission de service public.

*À noter :* elles incitent les agriculteurs à se référer sur la plate-forme régionale Rollon.

### Nomandie-rollon.fr

Pour soutenir les agriculteurs et les pêcheurs, la Région a mis en place "Rollon", la carte interactive des producteurs locaux. 750 producteurs sont aujourd'hui inscrits pour répondre à la demande.

### Monpanier76.fr

Comme la Région, le Département 76 a lancé juste avant le confinement, "monpanier76.fr", le site des producteurs locaux. Comme partout, il est de plus en plus utilisé par les amateurs des circuits courts.

- 115 producteurs et 326 points de vente de leurs produits (épicerie, supérette, magasin de producteurs, marché de plein air, AMAP, drive fermier, point relais après commande) sont répertoriés à ce jour.

*À noter :* depuis le début du confinement le 16 mars, 44 nouveaux producteurs et 67 points de vente ont été enregistrés.

## L'agriculture du COVID.

### • Ce que dit Sébastien Windsor.

En France, Sébastien Windsor est un agriculteur écouté des pouvoirs publics. Pas seulement parce qu'il est le "double président" de la Chambre d'Agriculture de Normandie et de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture de France, mais aussi parce qu'il est sur le terrain, résolument positif, à la recherche de bonnes solutions avec ses partenaires économiques, politiques et institutionnels.

- Pour lui, l'agriculture n'est pas un monde à part, elle est au contraire le pivot de la vitalité des territoires : transition écologique et énergétique, formation des agriculteurs à la gestion des territoires, promotion des circuits courts, préservation du foncier agricole, augmentation de la valeur ajoutée et montée en gamme des productions... ce sont quelques-unes de ses priorités.

*Son avis sur la crise est intéressant ; la Normandie, c'est la France de l'agriculture en résumé, on peut en tirer de bons enseignements.*

### • Quelle est la situation ?

Elle est paradoxale. Le secteur agricole et agroalimentaire est, globalement, moins touché que d'autres. Mais quand il l'est, il l'est vraiment.

De fait, plusieurs filières sont impactées de multiples façons :

- par la fermeture de leurs activités : horticulture, activités équinnes, accueil à la ferme, teillage du lin...
- par la fermeture d'importants débouchés : restauration, tourisme, export...
- par la baisse de la demande des populations confinées : moins de biocarburants, de produits festifs, de fromages, de foie gras, de cidre...
- par la baisse des prix à la production comme ceux de la viande bovine alors que les ventes en grande surface sont dynamiques.

Oui, la situation des agriculteurs normands est très contrastée, une approche sur mesure est nécessaire.

Toutefois, il y a quelques bonnes nouvelles. Sébastien Windsor constate *"une très forte activité céréalière sur le port de Rouen qui stimule le prix du blé. Des ventes à la ferme en forte progression, une baisse historique des prix du gazole non routier au moment des travaux de semis de printemps."*

### • Quels sont les plus gros problèmes ?

Ceux des filières qui ont perdu leur débouché principal. *"La situation est critique pour le secteur horticole qui réalise entre 60 et 80% de son chiffre d'affaires au printemps. Les horticulteurs et pépiniéristes normands ont déjà perdu plus de 10 M€ de chiffre d'affaires du 15 mars au 6 avril."*

- Ce n'est pas mieux dans le domaine équin ou beaucoup d'entreprises sont en difficulté. Ajoutons qu'un nombre important d'agriculteurs qui transforment à la ferme ont dû trouver de nouveaux débouchés en catastrophe.

## Mes courses près de chez moi.

Le Département du Calvados accélère, lui aussi, la mise en place des circuits courts : "achetons local".

- Par ailleurs, il réfléchit au lancement d'une aide aux agriculteurs en situation de fragilité et transitoirement privés de revenus.
- Ajoutons que LABEO fonctionne toujours pour garantir la santé vétérinaire des productions locales.

## RSA : résultats décevants...

Pour aider les agriculteurs, le Département de l'Eure a pris une initiative positive : autoriser pendant trois mois, le cumul à 100% du RSA et de l'activité saisonnière afin de répondre aux besoins de main d'oeuvre.

- Les résultats sont décevants : "à ce jour, aucune embauche n'a été réalisée. Nous nous heurtons notamment à des difficultés de respect des consignes sanitaires au sein des exploitations et à une absence de réponse aux candidats..."

*Le Département va poursuivre ses prises de contact et de relance.*

## Attention aux activités équinées.

Le Département de la Manche a mis en place un dispositif d'aide spécifique pour les centres équestres et les petites écuries. 57 sont concernées, leurs difficultés sont grandes.

- Une première enveloppe de 0,5 M€ vient d'être votée pour assurer la pleine santé des animaux.

*Rappelons que Marc Lefèvre a fait du sport équestre l'un des axes forts de sa politique touristique et sportive.*

## L'État, l'Europe et la PAC.

Les représentants de l'État sont au contact des agriculteurs normands. Le préfet Durand rappelle qu'ils bénéficient des aides de droit commun auxquelles s'ajoutent des aides spécifiques comme "l'allocation de remplacement", versée par la MSA, qui finance le remplacement d'exploitants bloqués chez eux par la crise.

- Mais c'est au niveau européen que l'État agit le plus, notamment pour faciliter la mise en œuvre de certains fonds comme le FEAMP.
- Autre exemple : le délai normal de la télédéclaration PAC a été prolongé d'un mois, jusqu'au 15 juin. Cette télédéclaration est importante pour le bon paiement des aides agricoles.

- En réalité, "tout l'aval de l'agriculture est désorganisé, avec moins de salariés, tous les équilibres économiques ont été modifiés..."

- Résultat, la situation est préoccupante : "certains chefs d'entreprise sont en quasi-situation de cessation de paiement. Les aides du fonds de solidarité ne sont pas suffisantes ni proportionnées au niveau d'investissements et de chiffre d'affaires. Nous sommes inquiets, en particulier pour les exploitations en démarrage ou en croissance, stoppées dans leur envol..."

*Commentaire : le président pense que les dispositifs d'accompagnement mis en place par l'Etat, la Région, les EPCI vont dans le bon sens : fonds solidarité, prêts de trésorerie, allègement de charges, programme structurel à venir... "Des campagnes de communications sur les produits en mévente, par exemple l'agneau à Pâques ou les fromages AOP, ont montré leur efficacité. Les interprofessions doivent se mettre d'accord entre familles de la filière pour stimuler des ventes vers la clientèle confinée."*

## • Quelles sont les raisons d'espérer ?

Sébastien Windsor : "le confinement a été l'occasion de développer de nouvelles pratiques d'approvisionnement comme les drives, les ventes en ligne, les marchés de proximité. On perçoit une sensibilité accrue au local pas toujours facilitée par les grandes surfaces... on saluera l'attitude remarquable de certaines enseignes comme Auchan qui a largement ouvert ses rayons aux producteurs locaux. Cet effort d'ouverture doit se généraliser."

- Le président ajoute : "l'avenir dira si la relocalisation modifiera les comportements d'achat des consommateurs. Accepteront-ils d'accroître durablement leur budget alimentation ? Ce bel objectif de souveraineté alimentaire doit être étudié avec soin. Rappelons que la France a une balance commerciale agricole et agroalimentaire largement positive, même si elle a tendance à se dégrader par rapport à nos voisins européens."

## • Qu'attendez-vous des acteurs publics ?

Sébastien Windsor : "Cette séquence montre l'importance de la proximité retrouvée et nous attendons des collectivités locales et de l'Etat qu'ils facilitent le mouvement déjà amorcé par la Région Normandie. Ça passe par la modification des règles des marchés publics qui ne reconnaissent pas toujours la proximité comme critère de choix. C'est à l'échelle européenne qu'il faut en discuter. Il faut aussi inciter les acteurs privés de la restauration hors domicile à jouer aussi la carte de la proximité. Enfin, il est essentiel d'appliquer

## Et pendant ce temps-là...

### • La filière construction normande redémarre.

En dépit des difficultés, la filière construction redémarre dans la région. Les entreprises ont mis en place des organisations adaptées à la situation. Par ailleurs, la FFB, la CAPEB, le FRTP et l'UNICEM se félicitent de la mobilisation des services de l'État : "ils font tout leur possible pour faciliter la reprise."

### • TP : l'appel de Régis Binet.

Les travaux publics de Normandie veulent être "la première profession à sortir de l'activité partielle". Pour cela, Régis Binet, le président de la FRTPN, demande aux élus de toutes les collectivités :

- de veiller à ce que tous les chantiers arrêtés redémarrent au plus vite,
  - de relancer les appels d'offres, en baisse de 50% depuis le 16 mars.
  - d'engager des investissements comme le permet l'ordonnance du 23 mars.
- "Nous devons faire cause commune", leur dit Régis Binet.

### • Les 10 300 du PGE.

Le Comité régional des banques de Normandie confirme la mobilisation des établissements qu'il représente en faveur du PGE. Entre le 25 mars et le 30 avril, 10 300 entreprises en ont bénéficié pour un montant de 1,42 Md€. Il s'agit principalement de TPE : commerces, cafés, hôtels, restaurants.

## L'Orne : comme d'habitude.

Face à la crise, le Département de l'Orne n'a pas mis en place d'aides spécifiques pour les agriculteurs. Il décline sa politique habituelle : appui financier à l'acquisition de petits matériels, aide aux agriculteurs en difficulté, soutien aux structures agricoles locales.

À savoir : le budget "Agriculture" 2020 s'élève à 2,6 M€.

## Le confinement des Normands.

L'INSEE a repéré les populations fragiles les plus touchées par le confinement.

- 132 200 personnes vivent dans un logement suroccupé. Elles habitent principalement en Haute-Normandie, entre Vernon et Rouen, dans les agglomérations d'Évreux et du Havre. En Basse-Normandie, elles sont surtout dans le "Grand Caen".
- 152 900 personnes vivent dans une famille monoparentale et en appartement.
- 130 400 personnes de 75 ans ou plus vivent seules, principalement dans les départements 61 et 50, 10,8% sont pauvres.
- Enfin, 45 800 bénéficiaires de l'allocation "adulte handicapé" vivent seuls.



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 260 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

les décisions des États généraux de l'Alimentation pour construire des prix justes, "en marche avant", en accord avec les coûts de production."

## Déconfinement en Normandie.

### Ouvrir ou ne pas ouvrir ? Le casse-tête des écoles.

Comme partout, les maires normands sont inquiets : le déconfinement des écoles engage leur responsabilité ; le protocole sanitaire est lourd ; beaucoup le jugent impossible à respecter, à commencer par les enseignants qui sont fébriles. Partout, la tentation est la même : gagner du temps et reporter l'échéance en demandant des garanties. C'est le temps des crispations, des arrière-pensées politiques aussi.

- Les représentants de l'État, eux, font le pari de "l'intelligence collective". Par exemple, le préfet Pierre-André Durand et le DASEN 76, Olivier Wambecke, viennent de répondre au président de la Métropole de Rouen qui dénonçait les carences et les défaillances de l'État. Dans leur courrier, ils en appellent "à une saine collaboration" et à beaucoup de souplesse et de pragmatisme dans la cogestion des situations locales. "C'est ensemble que nous réussissons", disent-ils en substance. Est-ce suffisant pour lever les inquiétudes ? "Un cluster dans une école sèmerait la panique", dit cet élu : tout le monde est d'accord... et pourtant, il faut avancer.

#### • À l'épreuve des faits !

Oui, les maires sont en première ligne. En Normandie, les associations d'élus locaux jouent le jeu : "le dialogue est constructif", constate le préfet Durand après avoir rencontré plusieurs de leurs représentants comme Denis Merville ou Christophe Bouillon. Ils font le maximum pour que tout se passe bien, les refus définitifs d'ouverture sont limités...mais quand faut-il rouvrir ?

- La question de la responsabilité pénale de l' élu est centrale. Du côté des enseignants, la plupart seront aussi au rendez-vous, ils attendent de retrouver leurs élèves qui seront peu nombreux au début. Il faut faciliter la tâche des enseignants pour éviter le découragement, 10% environ resteront chez eux en raison de leur vulnérabilité à la maladie.

Dans les préfetures, au Rectorat et dans les mairies, une chose est sûre : la première semaine sera décisive, les procédures seront mises à l'épreuve des faits, "nous allons devoir démontrer notre capacité à gérer collectivement le déconfinement..." Rendez-vous début juin : on verra alors si l'épidémie redémarre.

## Et pendant ce temps-là...

#### • "Click & collect" à Caen.

Sur le principe du "Click & collect", la Ville de Caen a lancé un nouveau service mettant en relation les commerçants avec les habitants. Objectif : permettre l'achat et le retrait de produits locaux frais et de saison dans le respect des règles sanitaires. 5 points de livraison sont à disposition. Une adresse : <https://produitslocaux.caen.fr/>

#### • La "market place" de Caux Seine Agglo.

Président de Caux Seine Agglo, Jean-Claude Weiss se félicite du fonctionnement d' "Acheter sur Caux Seine", la market place qui réunit plus de 62 commerces du territoire pour plus de 2 000 articles en ligne. C'est le fruit d'une coopération exemplaire entre la fédération des commerçants, la Communauté d'Agglomération (via son agence de développement), et les communes.

#### • L'effet confinement sur les entreprises.

Quelques chiffres : 58 000 TPE normandes ont déjà bénéficié du fonds de solidarité : le dispositif marche bien. 32 370 entreprises ont fait une demande de chômage partiel. Elles représentent 527 000 salariés. c'est vertigineux.

Commentaire d'un chef d'entreprise : "il est urgent de redémarrer, si on attend, la casse sera irréparable..."